

# L'affranchissement de la femme par le travail

Bien que ne partageant pas entièrement les conceptions de notre camarade Kollontaï sur le rôle social de la femme — avant tout la femme est une mère — nous sommes heureux de publier cette étude qui exprime sur cette grave question une opinion très nette. En contrepartie de cette thèse, se reporter aux observations que notre camarade Victor Serge formule sur le même sujet dans son étude sur Boris Pilniak.

N. D. L. R.



Le rôle assigné au travail dans la République prolétarienne — rôle si foncièrement différent de celui que lui reconnaissait la société bourgeoise — enfante de nouvelles mœurs qui modifient la mentalité des foules laborieuses et les obligent à penser et à sentir autrement que par le passé.

Il en résulte que nous considérons sous un jour nouveau un tas de manifestations de l'activité humaine; et de cette nouvelle conception des choses surgit une nouvelle morale dont le but est de régler les relations des hommes entre eux et la collectivité. Dans la société bourgeoise, la morale établissait surtout le mode de relations entre les hommes; quant aux devoirs de ceux-ci envers la société, ils ne venaient qu'en complément de la morale que chaque individu était censé professer. Les règles fixant ses obligations vis-à-vis de la collectivité étaient de beaucoup moins nombreuses que les règles régissant les rapports entre les hommes. Dans le premier cas, on se bornait à enseigner la défense de la patrie, la fidélité au tsar et le précepte très conditionnel: « ne tue pas »; dans le deuxième cas, on enseignait une infinité de préceptes auxquels avait donné naissance la défense de la propriété et des intérêts particuliers comme: « ne vole pas, sois laborieux, ne prends pas la femme d'autrui, mesure tes appétits dans tes affaires commerciales, sois économe », ainsi soit-il.

Or, sous la dictature du prolétariat, la morale à observer découle directement des intérêts de la collectivité. Et tout acte dont la collectivité n'a pas à se plaindre ne peut être réprouvé par qui que ce soit. Ainsi s'explique que dans la République prolétarienne nous condamnons ce que la plupart du temps était en honneur dans la société bourgeoise.

De même, les conditions d'existence, en se transformant, font apparaître de nouvelles mœurs. Certes, ce n'est pas en trois ou quatre ans et même en dix ans qu'on arrivera à refondre l'humanité et à faire de tous les mortels d'authentiques communistes. Mais il est bon de constater l'aisance avec laquelle notre psychologie s'adapte aux conditions nouvelles et la rapidité qui caractérise la formation des nouveaux modes de rela-

tions entre les individus. C'est là un phénomène devant lequel on reste étonné.

Mais le plus frappant est la révolution qui s'opère dans les rapports entre les sexes. En Russie, comme d'ailleurs dans tous les pays belligérants, la guerre avait déjà fortement ébranlé la solidité de la famille bourgeoise. Et cela pour deux raisons; en premier lieu, le développement de la main-d'œuvre féminine dont le résultat a été d'assurer l'indépendance économique de la femme; en second lieu, la multiplication des naissances d'enfants naturels. D'un coup, toutes les prescriptions de la morale bourgeoise furent frappées à mort. Les couples s'unirent sans s'inquiéter des commandements de l'Eglise et des préceptes bourgeois.

Dans la Russie des Soviets où, dans les premiers mois de la Révolution, le mariage religieux fut aboli et la distinction entre les enfants naturels et les enfants légitimes supprimée, où la proclamation du travail obligatoire pour tous fit de la femme au même titre que l'homme une unité ouvrière dans l'économie nationale, le mariage devait perdre forcément son sens initial. Dans la société bourgeoise, le mariage est un contrat entre deux conjoints, contrat dûment scellé par plusieurs témoins et sur lequel pour plus de sûreté et de solidité est apposé le cachet de Dieu. L'homme prend la femme à sa charge, s'engage à l'entretenir, et exige en échange qu'elle prenne soin des biens dont il dispose, qu'elle le serve, lui, sa progéniture, ses héritiers, qu'elle lui garde une irréprochable fidélité afin de ne lui faire cadeau de l'enfant d'un autre. L'adultère, quand il est commis par la femme, détruit l'équilibre du ménage et on conçoit dès lors que la bourgeoisie voue aux gémonies la femme qui a « trompé » l'époux nourricier. Mais sur les incartades de l'époux, la bourgeoisie ferme les yeux, puisqu'elles ne mettent pas en péril les intérêts du ménage. Avez-vous quelquefois songé à ce qui poussait la société bourgeoise à traquer les filles-mères? Mais si la liaison des deux amants n'était pas enregistrée, matriculée, s'il n'y avait pas mariage, qui donc nourrirait en entretiendrait les enfants qui sortiraient de cette union? Il est évident que les enfants seraient à la charge soit des parents de la « pécheresse » — ce qui n'est pas du tout dans l'intérêt de ces « honorables » familles, — soit de l'Etat ou de la commune, ce qui, pour l'Etat bourgeois, ennemi par définition de toute assistance publique, constitue le moins désirable des événements.

Dès la deuxième moitié du siècle dernier, au moment où la femme commence à subvenir à ses besoins par ses propres moyens, on constate un changement d'attitude de la société bourgeoise vis-à-vis des filles-mères. Une foule de romans et d'ouvrages philosophiques de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle traitent des « droits de la femme à la maternité » et prennent la défense des filles-mères.

Dans la République prolétarienne, où l'écono-